



Consolidez vos preuves dans un cadre légal

GROUPE AVERA
Expert en investigation

Rechercher, établir et fixer les preuves dont peut dépendre
la solution de vos litiges

www.avera.fr
01 48 92 22 44



RECHERCHE PRIVÉE : SÉPARER LE BON GRAIN DE L'IVRAIE. OU COMMENT BIEN CHOISIR UN ENQUÊTEUR ?

Les termes "détective", "enquêteur privé", "détective privé" ne sont pas protégés par la loi. Le choix d'un cabinet nécessite donc un minimum de vérifications, afin de s'adresser à un enquêteur tenu au secret professionnel et contrôlé par l'Autorité Administrative, garante, depuis la loi du 18 mars 2003, de son honorabilité et de sa qualification.

Il existe bien des motifs légitimes pour faire appel aux services d'enquêteurs, spécialistes ou non de l'intelligence économique, comme des soupçons de concurrence déloyale, de contrefaçon ou de médisance. Rappelons que 47% des entreprises françaises ont été victimes d'actes de criminalité économique entre 2004 et 2006, d'après le rapport publié par Price Waterhouse Coopers. Au plan national, le marché de la recherche privée compte 60% d'affaires industrielles, pour 40 % d'affaires familiales.

L'activité d'agent de recherche privé, le

terme consacré par la loi, a pour objet de recueillir des informations, le plus souvent d'ordre confidentiel ou de rechercher des éléments matériels de preuve ou de présomption en vue de la manifestation de la vérité, selon la réglementation en vigueur, dans la légalité et le respect des bonnes moeurs. Réglementée et encadrée, la profession est soumise au régime de l'agrément professionnel délivré par l'État, sous condition d'obtenir une qualification professionnelle et d'offrir des garanties d'honorabilité, de probité et de moralité ainsi qu'un casier judiciaire exempt de toute condamnation pénale.

De nombreux professionnels de l'enquête privée peuvent vous aider avec également des métiers différents, il convient donc de les connaître afin d'éviter de faire des erreurs dans le choix du professionnel.

Certaines affaires apparaissent dans la presse, il y a eu des cas d'entreprises directement incriminées, comme Lidl, pour espionnage de ses salariés (1,5 mil-

lions d'Euros d'amende en 2008), ou McLaren accusée d'avoir espionné Ferrari. Il vous appartient donc de connaître les quelques garde-fous qui vous assureront une intervention soignée par un professionnel sérieux.

LES AGENTS DE RECHERCHE NE SONT PAS DES BARBOUZES

La profession d'agent de recherche privé est réglementée depuis la loi du 12 juillet 1983. La loi d'orientation et de programmation de la sécurité intérieure du 18 mars 2003 (LOPSI) a étendu son champ aux officines d'intelligence économique, mais aucun décret d'application n'a été publié. Elle reste donc peu opérante pour ces officines, qui pâtissent de l'amalgame avec les barbouzes, ce qui nuit plus généralement à l'image de la recherche privée. Les responsables sont nombreux aujourd'hui à réclamer une réglementation qui donnerait leurs lettres de noblesses à des métiers mal connus.



Cabinet Sanier®
L'expertise du renseignement
Depuis 1968

ENQUÊTEURS PRIVÉS - CONSEILS D'ENTREPRISE

Daniel ROBILLARD
Expert en Investigations
Ancien chargé de cours à l'Université de Panthéon ASSAS Paris II
Directeur de l'Institut Normill • Auteur de la Bible du Détective et de la Recherche de Débiteurs

Votre partenaire pour l'exécution de vos jugements, procédures, Enquêtes et filatures France et étranger

- Recherche de débiteurs et enquêtes financières spécialisées
- Spécialiste de la lutte contre la concurrence déloyale et la contrefaçon
- Étude d'usage de marques, dessins et modèles

Sur simple appel, nous vous proposons un devis

Contact : Tél : 01 40 01 01 36
Cabinet Sanier Fax : 01 40 01 01 85
36, boulevard de Picpus www.cabinet-sanier.eu
75012 PARIS cabinet-sanier@wanadoo.fr
N° de déclaration en Préfecture 762 APR

Publicité



GROUPE AS CONSULTANTS DETECTIVES

Agrément préfectoral
30 ans d'expérience
Toutes missions
légitimes

Siège social
111, rue de la croix Nivert
75015 PARIS
TÉL: 01 48 56 23 00

Bureau secondaire
70, Avenue Kléber
75016 PARIS
TÉL: 01 42 80 12 12
Agrément N°792

<http://www.mondetective.com>

Avec un nouveau projet de loi annoncé pour cette année, la Ministre de l'Intérieur réveille les attentes relayées par les associations professionnelles, soucieuses de leur réputation. Les contrôles existent pourtant, dévolus aux préfets, à la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité, aux Commissaires de Police et aux Officiers de la Gendarmerie Nationale chargés d'assurer la surveillance des agences pour le compte de l'autorité administrative. Voici quelques conseils pour vous allouer les services de professionnels compétents, et agissant dans le strict respect des règles déontologiques.

LES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Liste Préfectorale, agrément de l'État et autorisation administrative.

Depuis 2005, toute agence doit obligatoirement être titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exercice. De même, tout directeur de cabinet, dirigeant légal, professionnel libéral, y compris collaborateur indépendant, est titulaire d'un agrément individuel de l'État promulgué sous la forme d'un arrêté préfectoral. Il est possible de vérifier si le professionnel retenu est bien contrôlé par la préfecture de son département et s'il est toujours inscrit sur la liste départementale des Agents privés de Recherches. Le numéro d'agrément apparaît quant à lui sur les publicités du cabinet.

Numéro d'autorisation administrative et numéro national d'identification.

Tout cabinet de recherches privées, y compris sous forme libérale, est titulaire de deux identifications administratives dont la mention est obligatoire sur les documents de l'agence.

Les documents de l'agence doivent comporter d'une part le numéro d'autorisation préfectorale, la mention du caractère privé de la profession et le numéro national d'identification de l'entreprise (SIREN pour les professions libérales, R.C.S pour les sociétés).

LES QUALIFICATIONS DE L'ENQUÊTEUR

La consultation :

un bon moyen de jauger l'enquêteur dans son cadre professionnel, de vérifier un certain nombre de points, à commencer par ses connaissances, et de fixer les conditions pratiques et financières de la mission.

La formation.

La loi du 18 mars 2003 a imposé une qualification professionnelle pour les directeurs d'agence et une aptitude professionnelle pour les enquêteurs salariés. Universités et écoles privées peuvent proposer une professionnalisation en qualité de directeur d'agence ou d'enquêteur salarié. L'Institut de formation des agents de recherche (IFAR) délivre le titre qualifiant d'agent de recherche, conforme aux instructions du décret du 09 septembre 2005 réglementant l'aptitude ou la qualification professionnelle pour être détective.

L'Université Paris 2 délivre des diplômes d'université professionnels d'enquêteur et de directeur d'enquêtes privées, ainsi que le diplôme d'État d'enquêtes privées (Licence professionnelle Sécurité des Biens et des Personnes, option enquêtes privées).

RESSOURCES HUMAINES : LES CANDIDATS SOUS LA LOUPE

Lors d'un recrutement, le responsable des ressources humaines peut juger souhaitable de s'assurer de la véracité des informations délivrées par un candidat. Le métier a certes évolué : le détective 2.0 gagne un temps précieux en s'appuyant sur les ressources d'Internet. 95% des informations sont accessibles sur la toile, dans le respect des législations protégeant la vie privée.

Archives de presse et état civil, registre du tribunal de commerce pour les dirigeants d'entreprise, la dématérialisation facilite considérablement la recherche d'information. Surtout, les enquêteurs s'accordent pour reconnaître l'efficacité des réseaux virtuels

comme Facebook ou Copains d'avant, même si le professionnalisme appelle toujours une vérification sur le terrain de ces informations.

Dans un délai très bref, les enquêteurs apportent de nombreuses informations. Ces enquêtes préembauches mettent au jour le parcours universitaire, les engagements professionnels, les centres d'intérêts de la personne visée et peuvent aller très loin dans l'épluchage de son réseau de relation. Sans aller jusque là, elles permettent, sinon de cerner la personnalité du candidat, au moins de vérifier quelles ont été les principales étapes de son parcours, pour supprimer un doute.

Ne pas se fier à une publicité tapageuse. La publicité ronflante avec des titres grandiloquents n'est pas nécessaire.

ADSRP
Activité Détective Services de Recherches Privées

6, rue de la Porte de Montrouge | Tél : 01 45 41 13 94
75014 Paris | Port : 06 86 17 53 41
Mail : adsrp7@yahoo.fr

Agence privée enquêtes, filatures et contrefaçons
Particuliers et entreprises

Concurrences et pratiques déloyales
Recherche de personnes, Paris IDF
Enquêtes de moralité
Compléments d'enquêtes pour les avocats
Filatures, adultères, Paris IDF

Membre du syndicat CNSP - ARP
Agrément Préfectoral de Paris n°789

Publicité

rement proportionnelle à la qualité professionnelle des agences.

Consulter un juriste :

de plus en plus de juristes font appel à un Enquêteur de droit Privé. La recommandation d'un technicien du droit (avocat, huissier) ou des affaires (notaire, expert comptable...) sera l'un des meilleurs moyens de choisir un professionnel.

LES TERMES ET LES GARANTIES DE VOTRE ACCORD

Assurance Responsabilité Civile Professionnelle : c'est une importante garantie pour les clients. En cas d'erreur ou de faute commise, les clients peuvent se retourner contre l'agence pour recevoir une indemnisation de sa compagnie d'assurances.

Exiger un mandat écrit :

ce n'est pas une obligation juridique, mais une garantie pour le client. Il est

Entreprise Privée déclarée en Préfecture N° 0323

Tél. 01 34 16 10 50

Agence Leprivé
Intelligence Économique
Qualifying Et Benchmark
Enquêtes Et Investigations

Toute la lumière en toute discrétion.

Particulier	Professionnel
• Enquêtes > Filatures	• Infiltration
• Moralité > Moeurs	• Solvabilité > Finance
• Délinquance	• Concurrence déloyale
• Disparitions > Fugues	• Contre espionnage individuel
• Escroqueries	• Vols en entreprise

www.leprivé.biz
167, av Div. Leclerc, 95880 Enghien les Bains | Fax : 01 39 64 07 89 | mail : agence@leprivé.biz

Publicité

également d'usage de pratiquer la " lettre de mission ", fixant la mission précise demandée.

La facturation et les règlements :

en fin de mandat, un relevé de frais et d'honoraires doit vous être fourni. Le chèque bancaire reste un moyen fiable de paiement, néanmoins de plus en plus de cabinets ont recours au paiement sécurisé par internet. Comme toute profession libérale, le détective peut, s'il il a un centre de gestion agréée, faire libeller les chèques en son nom propre,

autrement se sera à l'ordre du cabinet.

Chiffrement des données transmises par Internet :

pour les particuliers, ce n'est pas la règle, mais si vous en avez la possibilité, comme pour toute communication sensible, il est souhaitable que les données transmises par Internet soient cryptées.

POUR FACILITER VOTRE DEMARCHE
Annuaire de l'Enquête privée :

L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE AU SERVICE DES DECISIONS STRATEGIQUES DE L'ENTREPRISE.

Le secteur de l'intelligence économique est en croissance du fait de la mondialisation, qui exacerbe la concurrence, et de l'explosion de l'information dématérialisée. Le regain de concurrence implique nécessairement une plus grande exigence de réactivité face à l'information. Erigées en conditions essentielles de la compétitivité, la maîtrise de l'information et l'intelligence de son environnement concurrentiel bénéficient singulièrement du recours aux professionnels de l'intelligence économique.

Les sociétés d'intelligence économique apportent plus que de la veille, du fait de leurs capacités d'investigation et d'analyse de l'information. L'intelligence économique est une recherche d'information ciblée pour l'aide à la décision des entreprises. Le rapport Martre, publié en 1994 par le Commissariat au Plan, parlait de « l'ensemble des actions coordonnées de recherche,

de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques ». L'intelligence économique est donc un recueil d'information de nature stratégique pour aider des dirigeants à prendre une décision donnée. Ces diverses actions sont menées légalement, avec toutes les garanties de protection nécessaires.

Environ 5% des agents de recherche privés sont spécialisés en intelligence économique, les deux métiers se croisant autour des méthodes et des objets d'investigation. Il faut néanmoins distinguer les sociétés d'intelligence économique et les agents de recherche privés, métier qui demande un titre homologué par l'Etat (titre qualifiant délivré par une école privée ou diplôme universitaire). Le marché français de l'intelligence économique se développe à la suite des cabinets anglo-saxons, structuré autour des cinq grands cabinets que sont Geos,

Adit, Risk&co, Control Risks et Kroll. Leur objectif déclaré est de formaliser des informations disparates et/ou de protéger le patrimoine immatériel de l'entreprise client.

Outre l'aide à la décision stratégique, les sociétés d'intelligence économique, qui comptent souvent des ARP, sont sollicitées sur des problématiques d'espionnage industriel, de concurrence déloyale ou de contre-façon. Elles participent aussi à la veille concurrentielle en contribuant à l'anticipation du positionnement d'un concurrent. La réputation d'un éventuel partenaire, son parcours commercial, le niveau du management en place sont des objets pour lesquels les cabinets d'avocats et les banques d'affaires les sollicitent pour des investigations qu'ils ne peuvent conduire eux-mêmes, faute de temps ou d'expertise.

BC Renseignements Commerciaux
Enquêtes
Busy Consultants N° agrément : 292 APR

Depuis 1989 au service des particuliers et des entreprises.

- Recherche d'informations sensibles
- Enquêtes sur l'usage de marques
- Concurrence déloyale
- Recherche de débiteurs
- Enquêtes de solvabilité et de moralité

8, rue des Acacias - 75017 Paris
Tel : 01 47 42 33 80 - Fax : 01 47 42 33 85
Busy.Consultants@wanadoo.fr

Publicité

il précise les coordonnées de l'agence, son autorisation d'exercice, l'agrément de son dirigeant, ses titres ou diplômes, son adresse mail, l'existence d'un contrat Responsabilité Civile

Professionnelle, l'utilisation d'un logiciel de chiffrement pour crypter les informations confidentielles transmises par courriel. Celui-ci étant payant, tous les détectives n'y sont pas référencés.

Les organismes professionnels :
des observatoires et des syndicats peuvent vous guider dans votre démarche, et vous orienter vers un spécialiste de votre domaine d'activité ou de certains types d'enquête (cf. nos encarts sur les différentes missions des détectives privés).

L'appartenance à un organisme associatif ou syndical n'apporte, juridiquement, aucune garantie particulière. Par contre certains organismes peuvent

imposer à leurs adhérents qui l'ont accepté librement, le respect d'une éthique propre au groupement professionnel. ■

Nicolas Laurent

ACTION GENERALE INVESTIGATIONS RECHERCHES

Enquêtes
Filatures
Prévention de vol
Concurrence déloyale
Surveillances
Toutes missions France et étranger

AGIR
8, rue du Sapeur Jouan
35000 Rennes
Tél : 02 23 40 07 37
Fax : 02 23 40 06 69
Mail : lucienlepel@free.fr
Web : www.agir.lepel.free.fr
Autorisation préfectorale 102

Publicité

ENQUETES FINANCIERES ET COMMERCIALES

Depuis la simple information relative à la forme juridique, l'organisation administrative ou le périmètre d'activité d'une entreprise jusqu'à de véritables investigations analytiques, les enquêteurs deviennent des interlocuteurs privilégiés des décideurs. Un concurrent ou un partenaire potentiel peut voir mettre au jour ses actifs financiers, son patrimoine, sa solvabilité, son honorabilité.

Par exemple, les enquêtes patrimoniales permettent, avant la signature d'un contrat, de s'assurer de la solvabilité du partenaire. En allant un peu plus loin, l'enquêteur donne des éléments sur l'honorabilité financière, en vérifiant par exemple l'historique de ses relations avec son commissaire aux comptes. Ils sont également sollicités pour vérifier des

allégations de concurrence déloyale ou de contrefaçon, si un salarié peu scrupuleux est parti avec le fichier clients et fournisseurs, ou pour démanteler une filière de contrefaçon. Selon Christian Borniche, président de l'UFEDP, « on assiste à une véritable explosion des affaires de concurrence déloyale. C'est peut être dû à un climat concurrentiel devenu plus dur, toujours est-il que ces affaires concernent des employés à tous les échelons, depuis la base jusqu'au sommet ».

Un cas fréquent est la constatation de fuites d'information – voire de clients – suite au départ d'un salarié ou d'un collaborateur. En l'absence d'une clause de non concurrence en bonne et due forme, point de salut. Mais

si la clause existe, l'enquêteur peut établir les preuves de l'infraction.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude, les contrefaçons ou la concurrence déloyale, bien souvent, l'enquêteur va rechercher les éléments de preuve qui permettront de rouvrir une information judiciaire. Il produit à cette fin un rapport circonstancié, utilisable devant les tribunaux (art 202 du code de procédure civile). Le grand atout de l'enquêteur, outre des méthodes d'investigation qui permettent d'aller beaucoup plus loin qu'une société de renseignement commercial, est de connaître le cadre légal précis dans lequel il peut agir. Ainsi le risque de voir une procédure abandonnée pour vice de forme est réduit à rien.

COMMENT
TROUVER FACILEMENT
VOTRE AVOCAT EN FRANCE?

www.lawinfrance.com

PLUS DE 3000 PROFESSIONNELS DU DROIT DES AFFAIRES



legiAm

17, RUE DE SEINE - 92100 BOULOGNE - TÉL. 01 70 71 53 80